

UN PARTI POUR COMMUNISTE POURQUOI FAIRE ?

Laurent Santoire – Fédération de l'Essonne, section de Massy Val de Bièvre

Notre 30e congrès se tient dans une période de crise profonde, tant au niveau mondial que national. En France, la croissance est atone depuis des années, la désindustrialisation se poursuit, les budgets austéritaires s'enchaînent et les services publics reculent. Face à cela, une immense inquiétude gagne de trop nombreux Français, tandis que la classe dominante voit ses richesses exploser.

À l'échelle internationale, la politique de confrontation imposée par les États-Unis de Trump aggrave le malaise : augmentation des budgets militaires, retrait des instances multilatérales, mise à l'écart des enjeux communs comme la paix, le développement ou le climat. Dans ce contexte de sentiment de déclassement et de déclin national, la montée de l'extrême droite n'a rien de surprenant, car elle propose un repli identitaire protecteur. Mais en parallèle, l'idée que nous traversons une crise systémique du capitalisme progresse dans l'opinion, tout comme la conviction que seul son dépassement peut offrir une issue durable.

Pour les communistes de la section de Massy Val de Bièvre, le PCF se doit de proposer un projet de société alternatif, capable de structurer son action dans la durée. Il ne s'agit pas d'opposer les luttes immédiates et les batailles électorales à la perspective de long terme, mais bien de leur donner une cohérence à travers une visée émancipatrice clairement affirmée.

Mais cette réflexion ne peut rester théorique. C'est pourquoi ils proposent d'approfondir trois questions centrales, pour lesquelles le texte de base commune devrait, selon eux, apporter des réponses :

- 1. L'état du monde et de la société française : en quoi reflètent-ils la crise du capitalisme mondialisé ? Quelles perspectives nouvelles ces évolutions ouvrent-elles pour le combat révolutionnaire ?
- 2. Le communisme et le chemin de luttes pour y parvenir : comment concevoir les étapes, et faut-il revenir à l'appellation « socialisme » ?
- 3. Le PCF et les transformations nécessaires dans son fonctionnement et ses directions pour gagner en efficacité.

Je partage cette démarche comme je partage l'analyse de Fabien Roussel : « On parle de processus révolutionnaire, de changement de société sans nommer ce vers quoi on veut aller. Nous avons besoin de verbaliser les étapes pour aller vers le communisme. Cela participe de la clarification d'un projet de rupture. »

Les communistes de la section comme ceux de l'essonne ne prétendent pas parler d'une seule voix sur ces sujets, ni détenir une vérité absolue, mais ils souhaitent que ces questions soient abordées dans la base commune

Vous trouverez mes premières réflexions sur ces trois points en souhaitant qu'elle puisse enrichir la future base commune.

Sur l'état du monde et de la société française

Notre monde est en crise, mais encore faut-il en saisir le sens profond. En chinois comme en japonais, le terme "crise" se compose de deux idéogrammes signifiant respectivement "danger" et "opportunité". Cette dualité nous invite à ne pas seulement subir, mais aussi à comprendre les transformations à l'œuvre pour y discerner les possibilités d'émancipation.

Le monde évolue vers une configuration multipolaire. D'un côté, les pays du Sud global, avec la Chine en tête, développent leur appareil productif et cherchent des voies d'émancipation hors de l'emprise du dollar et des anciennes puissances coloniales. De l'autre, l'impérialisme traditionnel, centré sur les États-Unis, l'OTAN et un réseau de bases militaires, répond à son déclin relatif par une logique de confrontation accrue, y compris militaire.

La brutalisation des relations internationales imposée par les États-Unis de Trump a pour principal objet le maintien du rôle dominant de l'impérialisme en crise. La guerre économique imposée au reste du monde via les droits de douanes ou les différentes mesures coercitives vis à vis des pays refusant de faire aléance aux USA signent une conception du monde fondée sur la force, où les enjeux communs comme la paix, le développement ou le climat sont exclus.

La société française n'échappe pas à cette crise systémique du capitalisme, avec une caractéristique essentielle : le déclin de ses forces productives. À l'évidence, la réponse du capital à la baisse du taux de profit a été celle du libéralisme et de la délocalisation massive de l'outil industriel, pour mieux assurer sa rente.

Il a pu compter sur le soutien actif de l'ensemble des partis réformistes en France et plus largement en Europe. Ensemble, ils ont porté Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne, ils soutiennent l'augmentation des budgets militaires, ils plébiscitent une Banque centrale entièrement dévouée à la « stabilité des marchés » et qui refuse de financer tout plan de relance de l'économie, en particulier industrielle. L'UE s'avère incapable de s'émanciper de la tutelle états-unienne et en bon vassal elle entend financer son effort de guerre par une hausse vertigineuse des budgets militaires.

Comme l'écrivait Marx dans son Introduction à la critique de l'économie politique, la politique et le droit ne sont que des superstructures qui viennent s'adosser à l'économie : c'est en définitive l'évolution des rapports de production qui détermine le mouvement des sociétés. Notre époque, marquée par le déclin de la France comme nation liée au vieil ordre impérialiste et colonial, ne déroge pas à cette règle.

Aussi devons-nous penser une alternative qui permette à la France de repenser le développement de son appareil productif dans un cadre nouveau, celui d'un monde multipolaire où le développement de chacun est la condition du développement de tous. C'est à cette condition que les grandes questions qui se posent à l'humanité – le climat, la démographie, l'émancipation humaine, le respect des limites de notre monde – pourront trouver une solution. Cette voie de l'émancipation humaine, nous la nommons communisme. Comme l'écrivait Marx dans la Critique du programme de Gotha : « *Dans une phase supérieure de la société communiste, quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et avec elle l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail sera devenu non seulement un moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; quand avec le développement universel des individus, les forces productives se seront accrues et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins !" »*

Sur le communisme et le chemin de lutttes

Reussircette transition ne se ferra pas sans un processurs long d'abolition de l'ordre capitaliste existant.. Au sein de la section, le terme « socialisme » pour désigner le projet de société ne fait pas débat, à condition de s'accorder d'abord sur son contenu. Il ne s'agit pas de se référer à un modèle préétabli, mais de partir des réalités de la soci été française.

Le programme du CNR, le projet de « socialisme à la française » des années 1970, ou encore la campagne présidentielle des Jours heureux fournissent des points d'appui, à actualiser. Dans un monde multipolaire, le socialisme ne peut en aucun cas ressembler à un capitalisme monopoliste d'État.

Pour relever les défis climatiques, démographiques et ceux liés à l'émancipation des travailleurs, il est indispensable de redévelopper l'appareil productif et les services publics. La reconquête de notre souveraineté industrielle est un enjeu stratégique, qui passe par une appropriation sociale des grands moyens de production et d'échange. Cela implique :

- une planification démocratique,
- des pôles publics élargis,
- un effort massif dans la formation et la recherche.

Le socialisme ne part pas de rien. Il est un dépassement, qui commence par la socialisation juridique des moyens de production et du crédit, et se construit progressivement. À une condition décisive toutefois : l'exclusion de la classe capitaliste de tous les leviers politique, juridiques et idéologiques dès les premiers pas de la société nouvelle.

C'est là la rupture fondamentale. D'où l'importance de poser clairement la question du pouvoir, de la démocratie comme de la propriété, y compris lorsqu'il est question de « nationalisations de type nouveau » qui ne peuvent pas être celles de 1981 par exemple. Elles doivent aller de pair avec des droits nouveaux pour les travailleurs, notamment une sécurité de l'emploi et de la formation.

Sur le plan international, le socialisme doit promouvoir des logiques de coopération, refuser la militarisation et les blocs, et œuvrer à une refondation de l'ONU. Cette coopération ne peut se limiter au cadre européen : elle doit s'ouvrir aux BRICS+ et à l'échelle mondiale, ce qui interroge fortement le rôle et la conception même de l'Union européenne.

Sur les évolutions nécessaires du PCF aux regard de de l'objectif

À l'évidence, le PCF a regagné en visibilité depuis le 38e congrès, notre participation aux européennes et à la présidentielle. Mais nous sommes nombreux dans la section à nous interroger sur les limites de notre action en tant que parti. En effet, si le PCF est mieux identifié en tant qu'organisation politique, il nous faut parvenir à ce que les idées communistes imprègnent réellement la société et nourrissent l'intervention populaire.

Certes, nos élus sont actifs dans toutes les instances où ils nous représentent, nous multiplions les communiqués de presse souvent pertinents, et notre secrétaire national ainsi que plusieurs autres dirigeants ont réussi à s'imposer dans le paysage médiatique.

Mais à l'évidence, nous avons du mal à structurer des campagnes sur la durée. Cela s'est particulièrement vu sur la Palestine, la paix ou l'industrie. Nous avons pourtant pris des décisions en ce sens, mais elles ont eu un effet limité sur le terrain.

Certains camarades se plaignent, à juste titre, d'un parti où les classes moyennes sont surreprésentées. Mais cela résulte du choix mainte fois réitéré de privilégier les batailles électorales immédiates dans le cadre d'une gauche rassemblée, sans vouloir affronter de face la crise systémique du capitalisme. Nous devons mieux articuler notre action militante pour que la recherche de l'unité populaire et du rassemblement le plus large à gauche ne vienne pas empêcher le PCF de faire valoir sa spécificité.

Porter un projet de société alternatif suppose d'être beaucoup plus présent auprès de la population et singulièrement du monde du travail. Le double rôle du parti est là : ne pas renvoyer le communisme aux calendes grecques ni attendre le socialisme sagement, mais être en pointe de la bataille de la production, bataille transversale qui recoupe de nombreuses luttes et leur donne un fil conducteur.

Il faut revoir le rôle des directions avec pour objectif de renforcer notre corps militant dans l'entreprise, là où l'affrontement de classe se construit, mais surtout là où peut se jouer la bataille pour un renouveau des forces productives. Il doit être tenu compte, dans leur composition, de la bataille des idées à mener et de la nécessité de renforcer l'action des communistes sur le terrain, pour sortir d'un certain attentisme et de la dépendance médiatique.